

Discours de François Mitterrand sur les bouleversements en Europe de l'Est (Strasbourg, 25 octobre 1989)

Légende: Le 25 octobre 1989, François Mitterrand, président de la République française, tient devant le Parlement européen un discours dans lequel il livre ses premières impressions sur les bouleversements politiques en Europe de l'Est.

Source: Journal officiel des Communautés européennes (JOCE). Débats du Parlement européen. 25.10.1989, n° 3-382. [s.l.]. "Discours de François Mitterrand devant le Parlement européen ", p. 161-163.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_francois_mitterrand_sur_les_bouleversements_en_europe_de_l_est_strasbourg_25_octobre_1989-fr-e8763523-d492-4c2c-b0f4-d3c2449204ab.html



Date de dernière mise à jour: 08/11/2016

Discours de François Mitterrand devant le Parlement européen (25 octobre 1989)

[...]

Mesdames et Messieurs, ce tour d'horizon étant fait, chacun s'accordera pour dire que l'événement le plus important pour l'Europe, peut-être pour le monde, depuis la dernière guerre mondiale, c'est ce qui se passe en Europe de l'Est. Nous avons vécu pendant près d'un demi-siècle dans le cadre d'un ordre qui se défait sous nos yeux. C'était l'Europe de Yalta, expression consacrée, même si elle n'est pas historiquement exacte, l'Europe coupée en deux ou en trois, l'Europe des blocs et des systèmes. Nous n'en n'avons pas fini avec elle, l'histoire n'est pas un fleuve tranquille. Mais passer d'un équilibre à l'autre comme cela se passe aujourd'hui suppose des transitions heurtées, des retours en arrière, des troubles et des crises. Y sommes-nous préparés ? N'avons-nous pas tendance à voir seulement s'ouvrir un horizon lumineux, sans penser que les affaires des hommes sur la terre ne se règlent pas de cette façon ?

L'ordre ancien nous était connu, nous vivions avec. Il avait trouvé ses marques, diraient les sportifs, ses règles, diraient, les juristes, ses habitudes, tout simplement. L'équilibre nouveau, essentiellement désirable, supposera une somme d'imagination, de volonté, d'efforts et de continuité que peu de générations ont connus avant nous. Cet équilibre sera multiple. Aux questions qui seront posées, il n'y aura pas de réponse unique. Bref, Mesdames et Messieurs, ce sera plus compliqué. Mais quel élan et quel espoir ! Comme aux grandes heures de 1789, c'est le peuple dont la clameur se fait entendre, c'est la détermination du peuple qui commande à l'événement, qui fait s'écrouler les murs et les frontières, c'est le peuple qui trace le chemin par où passera ce siècle finissant, par où s'engageront les temps futurs. Voilà la grande nouvelle. De nouveau, les peuples bougent et quand ils bougent, ils décident.

(Applaudissements)

Au nom de quoi ? De la liberté, la liberté tout simplement. Celle de vivre, de penser, d'agir, de servir ou d'aimer. Deux pays se détachent en avant-garde de ce mouvement, la Pologne et la Hongrie, mais observons cependant que cela n'est possible que parce que l'Union soviétique elle-même connaît et accepte, du moins dans ses dirigeants, une évolution qui la précipite elle-même dans de nouvelles difficultés, qui, loin de la claire démarche qui lui était offerte dans l'ordre ancien, la conduit désormais, et d'un pas incertain, vers des lendemains dont on ne sait s'ils chanteront. La Pologne et la Hongrie, l'Union soviétique et M. Gorbatchev, le rôle éminent, historique de M. Gorbatchev *qu'il faut aider*.

(Applaudissements)

Je sais que les stratèges, un peu partout, supputent ses chances de succès et déjà décident que ce serait peut-être plus habile de traiter avec son successeur. Nous savons ce que nous avons, nous ne savons pas ce que nous aurons, les Soviétiques non plus. Aider quand on le peut, comme on le peut, mais aider, contribuer, sans prétendre se substituer, bien entendu, aux autorités de ce pays ni assumer les responsabilités qui ne sont pas les nôtres. Nous devons aider à ce que toutes les chances existent. Sont-elles faibles ? Je n'en sais rien. Je crois à la volonté des hommes, je crois à leur maîtrise sur le destin et j'observe que beaucoup de courage est dépensé là-bas, même si les abîmes se multiplient. L'unité de ce grand pays et comment faire assimiler à des peuples innombrables et divers le changement de discipline ? Comment faire pour que la liberté qui entre un peu ne soit pas comme l'ouragan qui arrache tout au passage, au risque de détruire ce qu'il serait bon de préserver ?

La situation est différente selon les pays. Voyez les affres de l'Allemagne de l'Est. La situation n'est pas la même. Les Allemands de l'Est ont un pouvoir d'achat supérieur à quelques pays membres de la Communauté. Ce n'est donc pas la misère qui les pousse à la révolte. C'est quelque chose d'autre qu'on a déjà nommé : l'espérance de la liberté.

(Applaudissements)

Et voilà que rien ne résiste, ni les systèmes les plus fermes, les plus durs, ni une histoire déjà ancienne, ni

une tradition idéologique forte, ni un système de pensée cohérent. Voilà que tout s'en va parce que vient quelque chose d'autre et ce quelque chose c'est ce que nous avons la chance, nous-même, de posséder. C'est pourquoi nous sommes là, c'est pourquoi vous êtes là, vous, représentants de douze pays démocratiques. On va se répéter - pardonnez-moi - c'est une rengaine? Non, c'est la liberté.

(Applaudissements)

Nous voyons ce mouvement en Allemagne de l'Est - je ne veux pas créer d'incident diplomatique - mais comment penser un instant que les autres qui n'ont pas été nommés, résisteront et que ce problème ne se posera pas qu'à Varsovie, qu'à Budapest - et de ce côté-là, ce sont des rapides - je veux parler de nos compatriotes européens hongrois et polonais?

Le Chancelier Kohl, avec qui je dînais hier soir à Paris, me disait: «Il y avait une banderole, là, au premier rang, et sur cette banderole pendant les manifestations de proclamation de la république nouvelle, de la république tout court, était écrit «La Hongrie a retrouvé l'Europe». Veillons à ce qu'elle la retrouve, comme il convient!

C'est contagieux. D'un pays à l'autre, d'une capitale à l'autre, dans toute cette Europe-là, le mouvement suivra la même direction, soyez-en sûrs, il connaîtra aussi les mêmes contradictions, subira sans doute les mêmes coups de frein. Rien n'est écrit d'avance. Je veux dire, à quelques mois, ou quelques années près, tout est écrit cependant sur la distance. Veillons à ce que cette page d'écriture soit rapidement terminée et nous y pouvons quelque chose!

Voyez, pour ce qui touche à l'aide à la Pologne. Ce sera le seul cas concret que je traiterai. Qu'est-ce qu'il faut? Des aides immédiates. La France - mais je ne veux pas parler en son nom, maintenant - a décidé, durant ces 48 dernières heures, spécialement ce matin en son Conseil de ministres, d'augmenter l'allure et le montant des crédits accordés en aide immédiate. Mais l'Europe? Elle fait comme la France. Certains plus que la France, d'autres moins. Il ne s'agit pas de se lancer dans une compétition entre nous. Nous devons, comme cela a été suggéré par plusieurs d'entre vous, mettre en commun la somme d'aides immédiates dont nous sommes détenteurs.

Bon, alors, je suggère - j'ai déjà entendu dire cela ailleurs et je le prends à mon compte - un grand emprunt de solidarité europolonoise, un plan d'urgence dans chaque pays, dans chaque ville, pour prendre en charge une région ou une ville de Pologne, afin de s'assurer et de l'acheminement et de la distribution, de suivre de A à Z le processus. Il faut évaluer les besoins à long terme, les besoins financiers et techniques. Les instruments sur place sont faibles, s'ils ne sont pas inexistantes, ce qui explique ce que certains dénoncent comme des retards, mais à qui parler? A un gouvernement sans doute, mais sur quelle base? L'Europe peut procéder à cette analyse globale et organiser une mission coordonnée des Douze.

Au cours d'une conversation récente avec l'un des plus grands responsables de cette Europe de l'Est, je l'entendais me dire: «Ce dont nous souffrons le plus, c'est l'absence de cadres, des hommes et des femmes qui sachent faire; trop souvent nous ne savons pas, ou nous ne savons plus». Eh bien, il faut les former! C'est à l'Europe de la Communauté de le faire! Par milliers, j'allais dire par dizaines de milliers, cadres, ingénieurs, administrateurs, ouvriers qualifiés, échanges de jeunes... Là où du retard est pris, compensons vite et décidons une fois de plus que c'est la Communauté tout entière qui accomplira cette besogne, ensemble et sans compétition retardataire et sans flatterie au regard de l'esprit national.

(Applaudissements)

Je pense qu'une fondation européenne devrait être créée sans plus tarder. Je le proposerai au Conseil européen de Strasbourg. Je pense qu'une fondation européenne devrait être créée pour aider à cette formation des cadres. Et puis de grands projets cohérents, prioritaires: l'agriculture, les transports, le téléphone, les finances. Quels financements? J'ai pensé pour mon pays à un centre franco-polonois pour la promotion des investissements, avec une dotation initiale de quelque 300 millions de francs par an, avec des banques conjointes, observant une démarche semblable. Que peut faire l'Europe? C'est tellement plus! Pourquoi ne

pas créer une banque pour l'Europe qui, comme la Banque européenne d'investissement, financera les grands projets en associant à son conseil d'administration les Douze européens. Et puis les autres: la Pologne, la Hongrie, pourquoi pas l'Union soviétique et d'autres encore.

Ce qui a été fait pour la technologie ou pour l'audiovisuel avec EUREKA. Qu'est-ce qui nous retient? Serait-ce que le domaine de la finance est sacro-saint ou, lorsqu'on n'est pas un expert ou un président, PDG de quelque chose, on n'aurait pas le droit d'y toucher? C'est une décision éminemment politique que la création d'une banque pour l'Europe.

(Applaudissements)

Mais pourquoi ne pas aller plus loin? Pourquoi ne pas intégrer les pays dont nous parlons selon le degré de leur engagement sur le terrain démocratique? Seule la Pologne est présente au FMI et au GATT. Pourquoi ne pas donner à l'Union soviétique, en attendant qu'elle rejoigne le gros des pays qui traitent des affaires du monde, un statut d'observateur au GATT pour la mêler à nos discussions? Qu'elle fasse connaître ses besoins et les besoins de ceux dont elle est responsable et qu'elle connaisse les nôtres et que nous comparions nos méthodes. Or, c'est ce que je demande et que je demanderai au cours des semaines qui viennent. Il est nécessaire, dans les deux mois qui viennent de prendre ces décisions. Mesdames et Messieurs, sous votre contrôle, le reste, je l'espère, suivra.

La présidence française, croyez-moi, a entendu vos remarques, les remarques du Parlement et de certains de ses porte-parole sur le montant à accorder à la Pologne et à la Hongrie. Cette même présidence, que j'exerce, n'est pas fermée, je vous le garantis, loin de là, à une solution qui, dans le respect des règles budgétaires, permettrait de financer davantage, de faire plus et de répondre à l'appel du Parlement européen.

(Applaudissements)

Bref, je suis prêt, au nom de mon pays, à contribuer et, au nom des autres, à les inciter pour que ce montant soit plus élevé qu'il n'est prévu, même si les responsables des gouvernements n'épousent pas de A à Z les propositions généreuses des parlementaires européens.

J'en arrive à ma conclusion, mais vraiment, l'une d'entre elles s'impose. Qui n'a pas entendu, parmi nous, un certain nombre d'intellectuels, des journalistes, des politiques débattre? Voilà l'Europe de l'Est qui se défait, qui s'ouvre aussi. Cela ne serait-il pas le prélude, de transformations profondes, de délabrement et aussi de dislocation de l'Europe de l'Ouest? Et, bien entendu, cette discussion tourne toujours autour des deux Allemagnes. Je dis cela sans prétendre choquer nos amis allemands ici présents - ce n'est sans doute pas la première fois qu'ils entendent dire cela. Mais il y a quelque chose que je ne comprends pas. On raisonne comme si on était à l'époque des diplomaties de balance où l'on a vu se produire, dans des circonstances graves, le passage d'un pays - l'Allemagne en la circonstance, mais quel autre pays, parmi les Etats européens, ayant joué un rôle dans l'histoire du monde au cours de ces derniers siècles n'a pas agi de la même façon? - à une autre alliance. Les renversements d'alliance ont été la preuve la plus évidente de la fidélité à soi-même. Est-ce que nous en sommes encore là, alors que la Communauté de l'Europe a déjà quelques décennies derrière elle? Est-ce que - je ne comprends pas cette dialectique - la, destruction du système ou de la structure de l'Est doit automatiquement s'accompagner de la dislocation des structures de l'Ouest ou est-ce que cela ne devrait pas produire l'effet contraire? Au nom de quoi accuserait-on le peuple allemand de désirer se retrouver, dès lors qu'il s'agit strictement d'un appel qui monte vers nous tous, qui vient de l'Est et qui en appelle aux valeurs qui sont les nôtres? Bref, ma conclusion est simple. Il faut, Mesdames et Messieurs, tirer cette leçon qui consistera à renforcer et à accélérer la construction politique de l'Europe, seule réponse au problème qui nous est posé.

(Applaudissements)

Mais, pour revenir sur le même terrain, oui, c'est l'accélération, c'est le renforcement de la construction communautaire de l'Europe qui contribuera de façon éminente à une évolution positive de l'Est. Non seulement nous nous doterons de moyens supérieurs, notre Communauté passera d'un stade à un stade

supérieur, mais encore elle exercera une attraction plus forte sur le reste de l'Europe. Je vous demande: n'est-ce pas cela que nous voulons depuis le premier jour?

[...]